

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES CONTRACTANTES AU
TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DU MINISTERE DU COMMERCE

AVRIL 2013

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II- DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de la Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1- Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
ASEPEX	Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipeement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
MC	Ministère de la Culture
MT	Ministère du Tourisme
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés

PV Procès Verbal

RAPEV Rapport d’Evaluation

TTC Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 -Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis

Dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis**

d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté, ainsi, sur:

. **AOO** (02marchés sur 02 soit : 100%)

. **DRP** (17marchés sur 65 soit : 26,15%)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

Le Ministère du Commerce a mis en place les organes de passation des marchés, conformément au nouveau code des marchés publics, notamment la Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**).

. **La Commission des Marchés est mise en place par Décision N°0501-2011-000528_MCOM_SAGE_SP portant nomination des membres de la Commission des Marchés du ministère du commerce au titre de la gestion 2011.**

. **La Cellule de Passation des Marchés Décision N°0501-2011-000529_MCOM_SAGE_SPportant nomination des membres de la Cellule de passation des Marchés.**

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 –Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission, ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	102.537.520	2	102.537.520	100,00	100
Appel d'Offres Restreint (AOR)						
AVENANTS						
DRP	65	210.742.617	17	102.542.180	26,15	49
TOTAL	67	313.280.137	19	205.079.700		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Il a été noté un défaut d'information concernant l'existence et la publication ou non d'un AGPM ; ce qui serait une anomalie grave à la procédure de passation des marchés.

1.3. 3-Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Le nombre trop important, pour la gestion 2011, des DRP (65) face à celui des AOO (02 seulement) , peut augurer de velléités de fractionnement si l'on remarque que les valeurs cumulées des deux modes de passation se montent à des montants respectifs de l'ordre de 200 MILLIONS (pour les 65 DRP) et plus d'une centaine de millions pour les 02 AOO.

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

RAS

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres

RAS

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

RAS

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a) Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (depuis l'exercice 2008).

Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui pose, d'ailleurs actuellement, des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés Versus taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc).

Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma» en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DEMARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M

- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
 - Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !
- e) **Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.
- f) **Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis**

par les **A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.

- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (conformément aux TDR) :

- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D).....: **25%**
- Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- Marchés passés par Entente Directe et A..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.

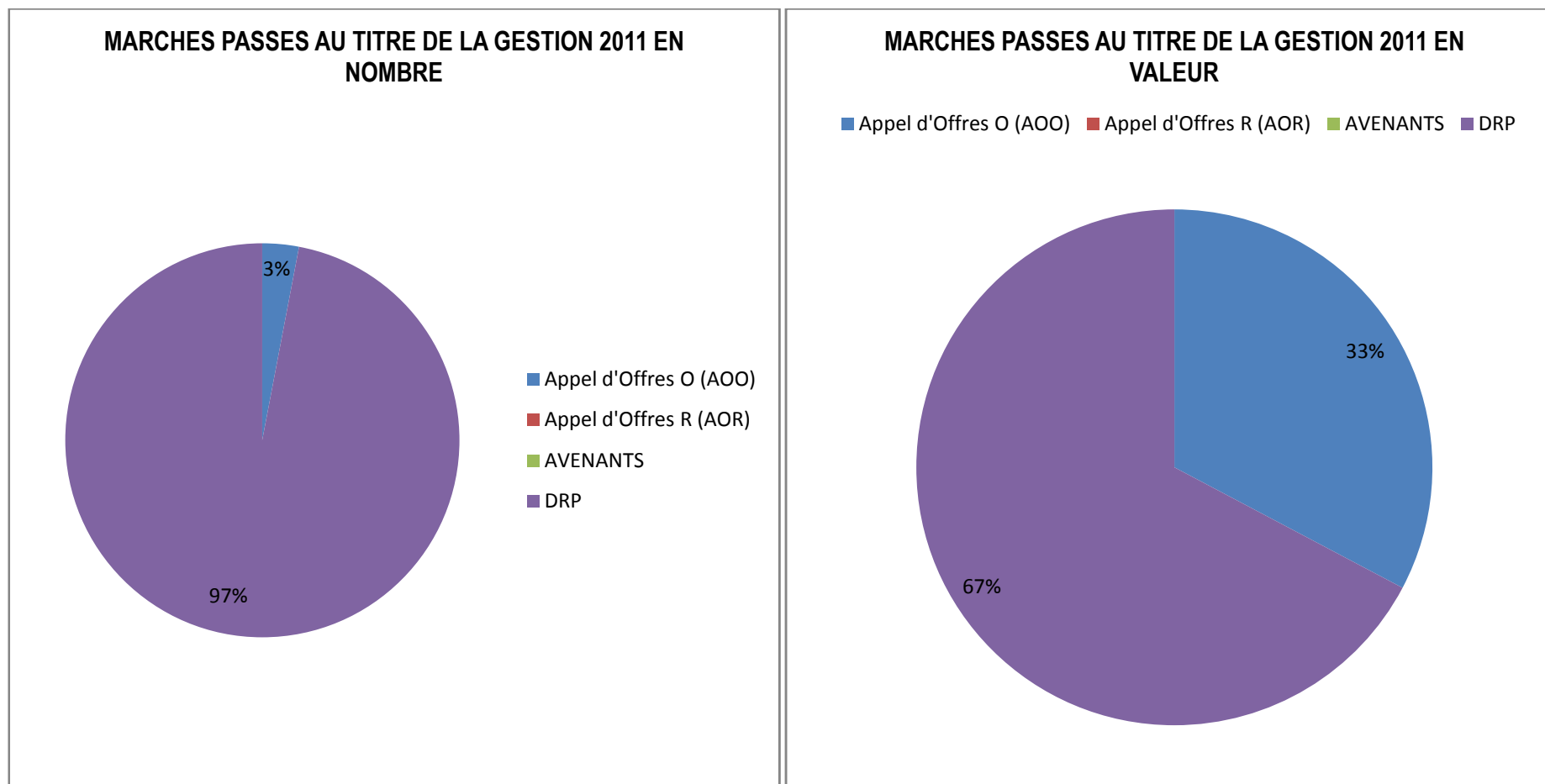
Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :

- **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
- **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

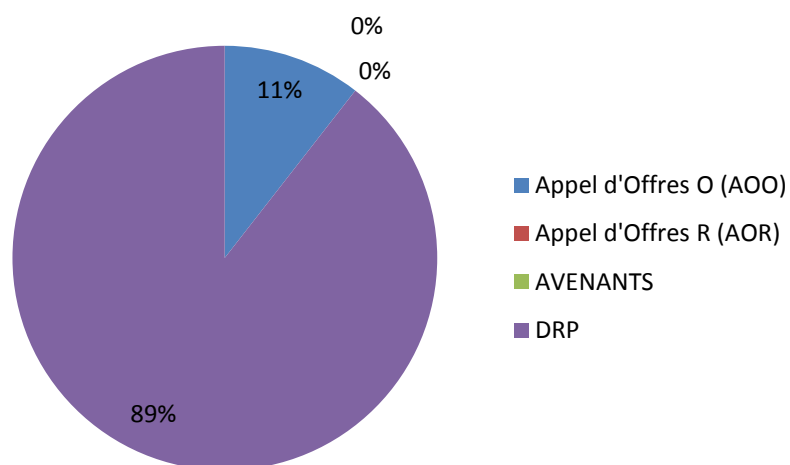
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	2	102.537.520	2	102.537.520	100,00	100
Appel d'Offres Restreint (AOR)						
AVENANTS						
DRP	65	210.742.617	17	102.542.180	26,15	49
TOTAL	67	313.280.137	19	205.079.700		

CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



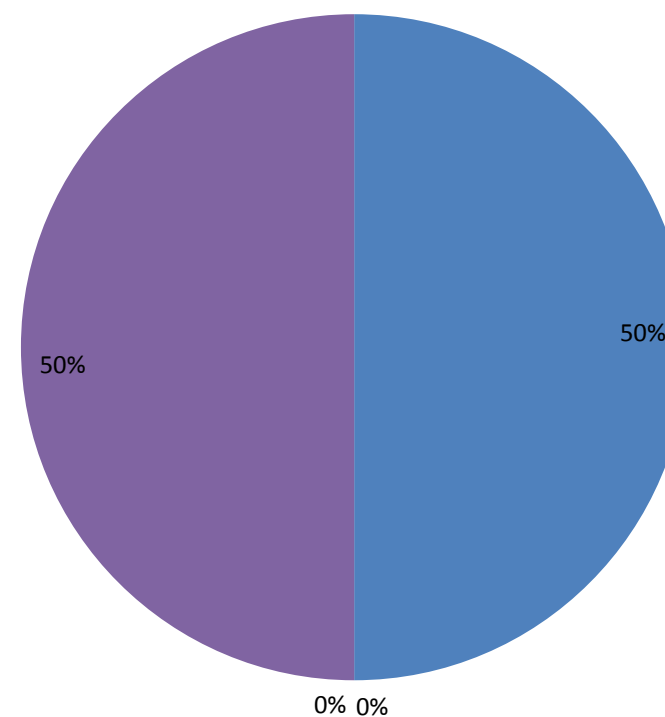
CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION
2011 EN NOMBRE**

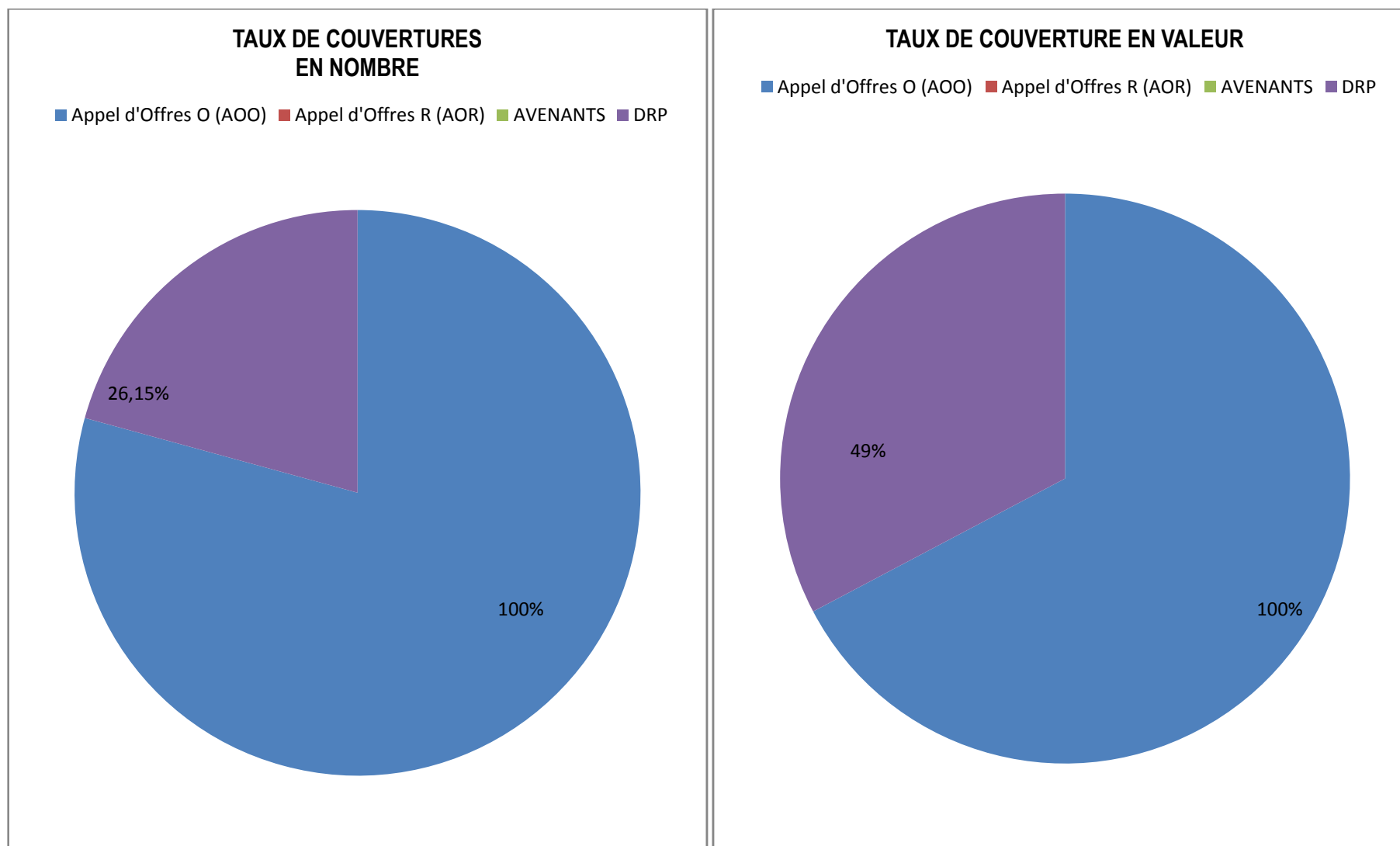


**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION
2011 EN VALEUR**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR)
■ AVENANTS ■ DRP



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue, s'est manifesté comme suit :

- **A.O.O** (100% en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)
- **D.R.P** (26,15% en nombre et 49% en valeur)

. Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés, est calculé comme suit :

- **A.O.O** (03% en nombre et 33% en valeur)
- **D.R.P** (97% en nombre et 67% en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**). A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés**(par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables au Ministère du Commerce d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de l'Etat** d'autre part. Il s'y ajoute que le Ministère du Commerce est assujéti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DEL'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MINISTERE DU COMMERCE EN VERTUDE L'ARTICLE 53.1 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

Le Ministère du Commerce est une structure de l'Etat à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	MINISTERE DU COMMERCE
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 100.000.000 F CFA	MINISTERE DU COMMERCE
Montant du marché est supérieur ou égal à 100.000.000 F CFA et inférieur à 300 000 000 FCFA	Ministre de l'Economie et des Finances
Montant du marché est égal ou à supérieur 300.000.000 F CFA	Premier Ministre

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés est mise en place par Décision n°0501-2011-000528_MCOM_SAGE_SP portant nomination des membres de la Commission des Marchés du ministère du commerce au titre de la gestion 2011.

1. Président

Monsieur Cheikh Ahmadou Bamba SARR (SAGE)

2. Membres

-Mme Josiane Christine Diatta BADJI (SAGE)

-Un représentant du service utilisateur

3. Suppléants des membres de la commission des marchés

Mademoiselle Binta SY (Secrétaire de Direction)

Madame Marie Andrée FAYE (Secrétaire de Direction)

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de passation des Marchés est mise en place par Décision n°0501-2011-000529_MCOM_SAGE_SP portant nomination des membres de la Cellule de passation des Marchés N°0501-2011-000529_MCOM_SAGE_SP

1. **Président :** M. Malick DIALLO (Inspecteur des affaires administratives et financières)
2. **Membres :** Monsieur Sidy Mohamed CONTE (Programme de Refinancement des Capacités Commerciales)

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Différentes attestations de prise de connaissance par les membres de la Commission des marchés et de la cellule de passation des marchés, des dispositifs de la charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés, nous ont été fournies.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des marchés Numéro P_MC_2011_2 du 17 Février 2011 nous a été communiqué.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Nous n'avons aucune information sur la publication de l'AGPM dans un journal à grand tirage.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante

- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de la Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

R.A.S

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

R.A.S

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

RAS

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

A / APPEL D'OFFRES

**1) AOO POUR ACQUISITION DE QUATRE(08) VEHICULES PICK UP 4X4
DOUBLE CABINE**

L'avis d'appel d'offres a été lancé au journal « **L'AS** » en date du **08/03/2011**. A l'ouverture des plis, deux (02) offres ont été reçues comme suit :

1/ SERA : 129 844 000 FCFA

2/ ESPACE AUTO : 91 960 000 FCFA

ESPACE AUTO qui a proposé une offre conforme a été déclarée attributaire du marché pour un montant de 91.960.000 FCFA

Le marché signé par le **SAGE du Ministère du Commerce** et a fait l'objet de revue a priori, à chaque étape de la procédure de passation, en vue de sa conformité au projet contenu dans le DAO. La DCMP a donné son avis de non objection sur le rapport d'analyse des offres et sur la procédure de passation.

**2) AOO F0804/11 POUR ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE DE
BUREAU**

L'avis d'appel d'offres a été lancé au journal « **L'AS** » en date du **05/05/2011**. A l'ouverture des plis, une seule (01) offre a été reçue comme suit :

1/ OUMOU INFORMATIQUE : 10.577.520 FCFA

OUMOU INFORMATIQUE, seul soumissionnaire qui a proposé une offre conforme a été déclarée attributaire du marché pour un montant de 10.577.520 FCFA

Le marché signé par le **SAGE du Ministère du Commerce** et a fait l'objet de revue à postériori à chaque étape de la procédure de passation en vue de sa conformité au projet contenu dans le DAO. La DCMP a donné son avis de non objection sur le rapport d'analyse des offres et sur la procédure de passation.

B/ DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

1) DRP EDITION DE BROCHURES EN QUADRI POUR LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA BAISSSE DES PRIX

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 366, 367, 368, 369 et 370 en date du **25 JUILLET 2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) GIE G.S.D.E**
- 2) DIALAW IMPRESSION**
- 3) ETEBLISSEMENT DUJA**
- 4) SERCO**
- 5) SET 2000**

Tous les candidats consultés ont répondu :

- | | |
|--------------------------------|---------------------------|
| 1) GIE G.S.D.E : | 5 507 650 FCFA/TTC |
| 2) DIALAW IMPRESSION : | 6 609 180 FCFA/TTC |
| 3) ETEBLISSEMENT DUJA : | 5 948 262 FCFA/TTC |
| 4) SERCO : | 6 829 486 FCFA/TTC |
| 5) SET 2000 : | 6 278 721 FCFA/TTC |

GIE G.S.D.E a été qualifié moins disant et attributaire du marché pour un montant de 5.507.650 FCFA/TTC

2) DRP ABONNEMENT JOURNAUX DU MOIS DE JANVIER, FEVRIER, AVRIL, MAI 2011

Les lettres d'invitations envoyées aux candidats n'ont pas été transmises au dossier. Les candidats consultés ne sont pas identifiés:

Un seul candidat consulté a répondu :

- | | |
|------------------------|-------------------------|
| 1/ OUMAR SALL : | 630 700 FCFA/TTC |
|------------------------|-------------------------|

OUMAR SALL a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 630.700 FCFA/TTC

3) DRP ACHAT DE CARBURANT

Les lettres d'invitations envoyées aux candidats n'ont pas été transmises au dossier. Les candidats consultés ne sont pas identifiés:

Le marché a été attribué à TOTAL SENEGAL SA pour un montant de 2.046.750 F CFA/TTC

4) DRP CONFECTION DE CALENDRIER, POUR LE FONCTIONNEMENT DU SAGE

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation en date du **11/02/2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) SET 2000**
- 2) GIE MALAW**
- 3) EL HADJ MAMADOU GUEYE**
- 4) GIE LA PROVIDENCE**
- 5) D.S.D CONSTRUCTION**

Tous les candidats consultés ont répondu :

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------|
| 1) SET 2000 : | 4 800 000 FCFA |
| 2) GIE MALAW : | 4 012 000 FCFA |
| 3) EL HADJ MAMADOU GUEYE : | 4 080 000 FCFA |
| 4) GIE LA PROVIDENCE : | 4 220 000 FCFA |
| 5) D.S.D CONSTRUCTION : | 4 460 000 FCFA |

GIE MALAW a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 4 012 000 FCFA

5) DRP DESINFECTION DE LOCAUX

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation en date du **01/02/2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) EL HADJI MAMADOU GUEYE**
- 2) GIE LA PROVIDENCE**
- 3) KHADIM DIAKHATE**
- 4) D.S.D CONSTRUCTION**
- 5) E.S.T.CI**

Tous les candidats consultés ont répondu :

- | | |
|------------------------------------|------------------------|
| 1) EL HADJI MAMADOU GUEYE : | 13 157 000 FCFA |
| 2) GIE LA PROVIDENCE : | 14 160 000 FCFA |
| 3) KHADIM DIAKHATE | 15 458 000 FCFA |
| 4) D.S.D CONSTRUCTION : | 15 222 000 FCFA |
| 5) E.S.T.C .I : | 12 727 498 FCFA |

E.S.T.C.I a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 12.727.498 FCFA

6) DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE MOBILIER DE BUREAU

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation en date du **23/02/2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) TELEPHONE SERVICE PLUS**
- 2) SERVICE APPRO**
- 3) MODOU GAYE 3**
- 4) ETS DIOUF NDEYE MAREME**
- 5) SOUMBAR EXPRESS SERVICES**

Tous les candidats consultés ont répondu :

- | | |
|--------------------------------------|-----------------------|
| 1) TELEPHONE SERVICE PLUS : | 2 619 600 FCFA |
| 2) SERVICE APPRO : | 2 678 600 FCFA |
| 3) MODOU GAYE 3 : | 2 383 600 FCFA |
| 4) ETS DIOUF NDEYE MAREME : | 2 226 660 FCFA |
| 5) SOUMBAR EXPRESS SERVICES : | 1 998 920 FCFA |

SOUMBAR EXPRESS SERVICES a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 1 998 920 FCFA

7) L'ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DU SAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'Invitation N°111, N°112 ; N°113, N°114 et N°115 du 01 février 2011. Les candidats consultés sont les suivants :

1°) GLOBALE TECH

2°) B .B. B

3 °) DEMBA KANE

4°) TECHNOPOINTE

5°) M B S

Tous les candidats consultés ont répondu

1°) GLOBALE TECH : 4 185 460 FCFA

2°) B . B. B : 4 217 320 FCFA

3 °) DEMBA KANE : 4 144 160 FCFA

4°) TECHNOPOINTE : 4 249 180 FCFA

5°) M B S : 4 334 966 FCFA

DEMBA KANE a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 4 144 160 FCFA

8) DRP ENTRETIEN ET REPARATON DE VEHICULE

Les lettres d'invitations envoyées aux candidats n'ont pas été transmises au dossier. Les candidats consultés ne sont pas identifiés:

Le marché a été attribué à GIE ALOUCH pour un montant de 4 499 340FCFA

9) DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BATIMENTS DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

1) BA & FRERES

2) GIE TRECOBAF

3) TOOGOOR

4) GIE MELAX

5) EXCATRANS

Tous les candidats consultés ont répondu

GIE MELAX a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 4 144 160 FCFA

10) DRP ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°106/107/108/109/ 110 du 11/02/2011.

Les candidats consultés sont les suivants :

- **GLOBALE TECH**
- **BBS**
- **DEMBA KANE**
- **TECHNOPOINTE**
- **MBS**

Les candidats suivants ont répondu :

1) GLOBALE TECH :	3 774 820 FCFA/TTC
2) BBS :	3 804 556 FCFA/TTC
3) DEMBA :	3 739 420 FCFA/TTC
4) TECHNO POINTE :	3 835 354 FCFA/TTC
5) MBS :	3 912 172 FCFA/TTC

DEMBA KANE a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 3 739 420 FCFA/TTC

10) DRP ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES POUR LE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°081/082/083/084/ 085 du 04/02/2011.

Les candidats consultés sont les suivants :

- **GIE ALOUCH**
- **GARAGE DE LA TERANGA**
- **TM**
- **COURADI AUTO**
- **AD SERVICES**

Les candidats suivants ont répondu :

1) GIE ALOUCH :	10 373 946 FCFA/TTC
2) GARAGE DE LA TERANGA :	10 776 940 FCFA/TTC
3) TM :	11 878 470 FCFA/TTC
4) COURADI AUTO:	10 660 710 FCFA/TTC
5) AD SERVICES :	10 516 750 FCFA/TTC

GIE ALHOUCH a été qualifiée moins disant et attributaire du marché pour un montant de 10 373 946 FCFA/TTC

11) DRP ENTRETIEN ET REPARATON DE VEHICULE

Les lettres d'invitations envoyées aux candidats n'ont pas été transmises au dossier. Les candidats consultés ne sont pas identifiés

Le marché a été attribué à TOTAL SENEGAL pour un montant de 6.000.000FCFA/TTC

12) DRP FOURNITURE DE CASQUETTES, TEE SHIRTS ET BANDEROLES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 126, 127, 128, 129 ET 130 en date du 11 FEVRIER 2011

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) DECO ART PROPRETE**
- 2) ABILKOO NDIOLKUMBA**
- 3) SO. BA. TRA. P.**
- 4) SENEGALAISE DES TRAVAUX ET FOURNITURES**
- 5) BIOESSENCE**

Les candidats suivants ont répondu :

1) DECO ART PROPRETE :	12 744 000 FCFA/TTC
2) ABILKOO NDIOLKUMBA:	15 399 000 FCFA/TTC
3) SO. BA. TRA. P. :	15 104 000 FCFA/TTC
4) SENEGALAISE DES TRAVAUX ET FOURNITURES :	13 039 000 FCFA/TTC
5) BIOESSENCE :	14 761 800 FCFA/TTC

L'offre de DECO ART PROPRETE a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de 12.744.000 FCFA/TTC

13) DRP FOURNITURE DE TEE SHIRTS, CASQUETTES ET BANDEROLES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 026, 027, 028, 029 et 030 en date du **01 EFRVRIER 2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) GIE KHALIFA ABABCAR SY**
- 2) GIE MBOUR ET GOUNASS**
- 3) AHMET TIDIANE NIANE**
- 4) ENTREPRISE MACHALLAH**
- 5) GIE RAHMANE**

Les candidats suivants ont répondu :

- 1) GIE KHALIFA ABABCAR SY :**
16 385 480 FCFA/TTC
- 2) GIE MBOUR ET GOUNASS :**
15 127 482 FCFA/TTC
- 3) AHMET TIDIANE NIANE :**
15 132 320 FCFA/TTC
- 4) ENTREPRISE MACHALLAH :**
13 999 638 FCFA/TTC
- 5) GIE RAHMANE :**
13 874 204 FCFA/TTC

L'offre de **GIE RAHMANE** a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de **13.874.204 FCFA/TTC**

14) DRP ORGANISATION D'UNE RECEPTION

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation en date du **11/04/2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) ENTREPRISE SERIGNE FALLOU**
- 2) KARDIATA KA**
- 3) ENTREPRISE LE GANDIOL**
- 4) LIFSA ENTREPRISE**
- 5) INTERCOM**

Les candidats suivants ont répondu :

- | | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| 1) ENTREPRISE SERIGNE FALLOU : | 5 138 900 FCFA |
| 2) KARDIATA KA : | 4 932 400 FCFA |
| 3) ENTREPRISE LE GANDIOL : | 4 722 950 FCFA |
| 4) LIFSA ENTREPRISE : | 4 926 500 FCFA |
| 5) INTERCOM : | 4 354 200 FCFA |

L'offre de INTERCOM a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de 4.354.200 FCFA

15) DRP ORGANISATION D'UN COCKTAIL POUR LE MINISTRE DU COMMERCE A SES HOTES A L'OCCASION DE LA JOURNEE DU MINISTRE A LA 19 ème FIDAK

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 141, 142, 143, 144 et 145 en date du **11 FEVRIER 2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) JET EQUIPE**
- 2) KHARDIATA KA**
- 3) ETABLISSEMENT DOUDOU ET ASTOU**
- 4) ST COM**
- 5) LIFSA ENTREPRISE**

Les candidats suivants ont répondu :

- | | |
|---|---------------------------|
| 1) JET EQUIPE : | 4 165 400 FCFA/TTC |
| 2) KHARDIATA KA : | 4 985 500 FCFA/TTC |
| 3) ETABLISSEMENT DOUDOU ET ASTOU : | 4 855 500 FCFA/TTC |
| 4) ST COM : | 4 861 600 FCFA/TTC |
| 5) LIFSA ENTREPRISE : | 4 690 500 FCFA/TTC |

L'offre de JET EQUIPE a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de 4 165 400 FCFA/TTC

16) DRP LA PRODUCTION DE FICHE D'ENQUETE POUR L'EVALUATION DES MAGASINS DE REFERENCE DANS DAKAR POUR LE FONCTIONNEMENT DU SAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'Invitation N°031, N°032 ; N°033, N°034 et N°035 du 01 février 2011. Les candidats consultés sont les suivants :

1°) GIE KHALIFA ABABACAR SY

2°) GIERAHMANE

3 °) ENTTRPRISE MACHALLAH

4°) AHMET TIDIANE

5°) GIE MBOUR ET GOUNASS

Les candidats suivants ont répondu :

1°) GIE KHALIFA ABABACAR SY : 5 074 000 F CFA

2°) GIERAHMANE : 4 999 660 FCFA

3 °) ENTTRPRISE MACHALLAH : 5 664 000 F CFA

4°) AHMET TIDIANE : 5 310 000 FCFA

5°) GIE MBOUR ET GOUNASS : 5 900 000 FCFA

L'offre de GIE RAHMANE a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de 4 999 660 FCFA

17) DRP SEMINAIRE SUR LA CONCURRENCE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA SAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation en date du **01/02/2011**. Les candidats consultés sont les suivants :

1) ECOLE SUPERIEUR DE GESTION

2) ETS SEYE ET FRERE

3) ESPACE GLOBAL

4) INTER COM

5) E.M.C

Les candidats suivants ont répondu :

1) ECOLE SUPERIEUR DE GESTION :	11 261 448 FCFA
2) ETS SEYE ET FRERE :	11 737 224 FCFA
3) ESPACE GLOBAL :	11 512 080 FCFA
4) INTER COM :	11 791 032 FCFA
5) E.M.C :	12 025 380 FCFA

L'offre de ESG a été qualifiée moins disante et est déclarée attributaire du marché pour un montant de 11 261 448 FCFA

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

Dans l'ensemble, les candidats qualifiés et évalués moins disants sont déclarés attributaires (autant pour les AOO que pour les DRP). Il s'y ajoute que les ANO de la DCMP sont toujours requis et obtenus en cas de besoin.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

L'évaluation d'une DRP concernant la réparation de véhicule, s'est déroulée de façon totalement informelle pour un montant de l'ordre de 4,5 millions FCFA car les candidats ne sont aucunement identifiés dans le dossier.

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

A l'issue des attributions de DRP, les candidats non retenus ne sont pas du tout informés comme prévu par la réglementation.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Le défaut d'informer les candidats non retenus à l'attribution des marchés de DRP, est une manœuvre très préjudiciable à la procédure de passation, du fait qu'elle bloque les possibilités de recours à point nommé des ayant-droits (engendrant tous les risques de forclusions surtout en cas de recours contentieux)

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects

liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

SANS OBJET

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

SANS OBJET

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P , 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

RAS

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d’audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

RAS

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

RAS

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

RAS

4.3.1.4- Limites identifiées de l’audit d’exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l’audit de l’exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d’engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D’AUDIT DE L’EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d’alimentation en eau potable et d’assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

RAS

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

L'AGPM doit être obligatoirement élaboré et publié, dans un journal quotidien à large diffusion, par chaque Autorité Contractante avant le 31 Janvier de l'année considérée sous peine de nullité absolue de toute la procédure de passation des marchés de l'exercice concerné.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

SANS OBJET

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution des marchés (quelque soit le mode de passation retenu), doit faire l'objet d'une publicité appropriée, conformément à la réglementation, au risque de déclencher des recours justifiés de la part des candidats non retenus, et consécutivement, certains allongements fort préjudiciables des délais de passation jugés déjà relativement tardifs.